

**AP n° 2024-APC-229-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
instaurant de nouvelles prescriptions applicables  
dans le cadre de la surveillance environnementale  
suite au dépôt de plusieurs porter-à-connaissance**

**SOCIÉTÉ VERALLIA  
Zone Industrielle  
51530 Oiry**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719 (stockage acétylène) ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-A-157-IC du 9 novembre 2005 autorisant la société VERALLIA France à exploiter ses installations de fabrication de verre, sur la commune de Oiry ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-APC-58-IC du 17 août 2015 ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-APC-175-IC du 13 décembre 2019 ;  
**Vu** les modifications notables portées à la connaissance du Préfet par la société VERALLIA le 29 septembre 2020 concernant le remplacement d'une tour aéroréfrigérante par une tour adiabatique et les compléments transmis par courriel du 19 septembre 2024 ;  
**Vu** la demande d'aménagement du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510, transmise le 22 décembre 2020 par la société VERALLIA au Préfet ;  
**Vu** l'avis du Service départemental d'incendie et de secours de la Marne (SDIS 51) en date du 27 février 2023, sur la demande d'aménagement de l'exploitant pré-citée ;  
**Vu** les modifications notables portées à la connaissance du Préfet par la société VERALLIA le 23 décembre 2021 concernant le projet de mise en œuvre d'un procédé de « poteyage » sur son installation ;  
**Vu** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 9 août 2024 ;  
**Vu** l'avis favorable en date du 20 septembre 2024 du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;  
**Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 28 octobre 2024 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;  
**Vu** l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

**Considérant** que les projets de modifications ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les éléments transmis par l'exploitant justifient la suppression de la rubrique ICPE n° 2921 « Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle » du tableau des rubriques du site ;

**Considérant** néanmoins que, bien que les modifications envisagées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## ARRÊTE

### **Article 1 : Objet**

La société VERALLIA, dont le siège social est situé Tour CARPE DIEM, place des Corolles – Esplanade Nord – sur la commune de Courbevoie (92400), et dont le site d'exploitation est implanté en Zone Industrielle de la commune de Oiry (51530), est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations en respectant, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants.

### **Article 2 : Tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées**

Le tableau de classement de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-APC-175-IC du 13 décembre 2019 est remplacé par les tableaux suivants :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
2530-1-a	Fabrication et travail du verre; la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant : 1. pour les verres sodocalciques : a) supérieure à 5 t/j	580 t/j	A
3330	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Four à boucle régénérateur (580 t/j)	A
4734-2-a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : [...] gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris), fioul lourd [...] La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 2 500 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 25 000 t.	Total : XX t*	XX*
1510-2-b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) [...] : 2. [...], le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	240 692 m <sup>3</sup> (pour 30 000 t stockées) MPF A : 24 908 m <sup>3</sup> MPF B : 22 523 m <sup>3</sup> MPF C : 12 416 m <sup>3</sup> MPF D : 6 560 m <sup>3</sup> MPF E : 19 956 m <sup>3</sup> MPF F : 88 938 m <sup>3</sup> MPF G : 49 447 m <sup>3</sup> MPF H : 15 944 m <sup>3</sup>	E

1414-3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs	-	DC
1532-2-b	Bois ou matériaux combustibles analogues, [...] : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	3 000 m <sup>3</sup> Palettes bois	D
2515-1-b	1. Installations de broyage [...] La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Total : 127,5 kW 2 broyeurs : 15 kW et 7,5 kW 2 mélangeuses de calcin : 63 kW et 42 kW	D
2565-2-b	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique 2. Procédé utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l	Dégraissage dans une cuve de 1 400 l de barcène	DC
2910-A-2	Installation de combustion A. consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, du fioul domestique. La puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Total : 4 MW 2 chaudières mixtes gaz-fioul : 2 MW chauffage locaux gaz naturel : 0,9 MW groupe électrogène : 1,1 MW	DC
4711-2	Composés de nickel sous forme pulvérulente inhalable : monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel. 2. Supérieure ou égale à 10 kg mais inférieure à 200 kg Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 1t	XX kg* (poudre de nickel)	XX*
4719-2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t Quantité Seveso seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t Quantité Seveso seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t	Total : XX kg*	XX*

A : Autorisation – E : Enregistrement – D : Déclaration – DC : Déclaration avec contrôles périodiques

\* Informations communicables sur demande écrite à la Direction départementale des territoires de la Marne - Service environnement – Unité procédures Environnementale – 40, boulevard Anatole France – 51037 Châlons-en-Champagne cedex.

Tableau des rubriques présentes mais non classées (NC : Non classé) :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
1630	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t (A) ; 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t (D).	0,4 t	NC
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 150 t (A) ; 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t (D).	0,02 t	NC
4321	Aérosols "extrêmement inflammables" ou "inflammables" de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammable de catégorie 1 ou 2, ni de liquide inflammable de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 5 000 t (A) ; 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t (D).	0,02 t	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t (A) ; 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t (E) ; 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC) ; Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 5 000 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 5 000 t.	0,792	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC) : Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 100 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t.	1,528 t	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (A) ; 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (DC). Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 200 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 500 t	0,091 t	NC
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 200 t Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 2 000 t	Total : XX* kg	XX*

*\* Informations communicables sur demande écrite à la Direction départementale des territoires de la Marne - Service environnement – Unité procédures Environnementale – 40, boulevard Anatole France – 51037 Châlons-en-Champagne cedex.*

### **Article 3 : Moyens de lutte contre l'incendie relatifs à la rubrique n° 1510**

Un aménagement au point 13 - Moyens de lutte contre l'incendie - de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 est autorisé :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- 8 poteaux incendie situés à moins de 100 m des entrepôts, (débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h avec 1 bar de pression, alimentés par une réserve de 840 m<sup>3</sup> d'eau de forage) ;
- 2 poteaux doivent être utilisables en simultané pour pouvoir fournir un débit minimal de 120 m<sup>3</sup>/h pendant 2h.

Les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :

- un nombre important d'extincteurs adaptés aux risques (type ABC) et des extincteurs mobiles à eau pulvérisée, répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- une motopompe mobile permettant d'alimenter les lances à partir des poteaux incendie, utilisables en simultané ;
- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. [...] »

### **Article 4 : Stockage d'acétylène**

Les stockages d'acétylène (C<sub>2</sub>H<sub>2</sub>) sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719.

### **Article 5 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

#### **Article 6 : Droits des tiers**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

#### **Article 7 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, à la Direction départementale des services d'incendie et secours, à la Direction de l'Agence de l'eau ainsi qu'à Monsieur le maire de Oiry qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société VERALLIA dont le siège social est situé Tour CARPE DIEM, Place des Corolles – Esplanade Nord – 92400 Courbevoie.

Monsieur le Maire de Oiry procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **28 NOV. 2024**

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général**

**Raymond YEDDOU**